

avait déjà été utilisée à titre d'instrument politique, voire d'arme. Il est probable qu'elle le sera encore à l'avenir. Les pressions démographiques devraient accroître la tension exercée sur les marchés et sur les échanges agricoles, tension que des changements climatiques à l'échelle de la planète ne peuvent qu'exacerber. On a laissé entendre que des facteurs tels que l'avantage comparatif dans le domaine de la production agricole pourraient devenir plus importants. En outre, la possession de devises permettant d'acheter de la nourriture sur les marchés internationaux pourrait être de plus en plus déterminante dans le contexte de la sécurité mondiale.

### **Les «réfugiés de l'environnement»**

Étant donné que certaines régions risquent de devenir moins productives sur le plan agricole, M. Gleick a évoqué la possibilité d'une augmentation des migrations de populations, les gens cherchant à quitter les zones touchées. Ne serait-ce qu'au cours des deux dernières décennies, le nombre des «réfugiés de l'environnement» a connu une formidable explosion, surtout en Afrique, victime de terribles sécheresses et d'échecs agricoles. Les participant(e)s à la conférence ont prédit une aggravation, et non une amélioration, du problème des «réfugiés de l'environnement», en raison d'une part, de l'évolution des conditions climatiques et, d'autre part, de la croissance démographique.

L'augmentation du niveau des océans devrait jouer un rôle dans le problème des «réfugiés de l'environnement». Les plaines alluviales, densément peuplées, sont extrêmement vulnérables, surtout celle du Gange-Brahmaputra, au Bangladesh et celle du Nil, en Égypte. M. Gleick a fait valoir que si les fortes migrations de population risquaient de créer des problèmes frontaliers et de provoquer de nouvelles tensions internationales, il faudra voir au cas par cas les circonstances particulières qui détermineront si oui ou non la situation peut déboucher sur un conflit en tant que tel. De pareils mouvements de populations constitueraient un lourd fardeau supplémentaire pour le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR), déjà sous-financé et en manque de personnel.